

Pratique de la politique à Madagascar : quelques détails pouvant faire la différence

Tribune – Edito - Anthony Ramarolahingonirainy – 02/09/10

L'intitulé est un peu trompeur. Il ne s'agit pas ici d'une énième présentation sur l'éthique politique. Le Leader Fanilo de feu Herizo Razafimahaleo en a fait son cheval de bataille à une certaine époque, aboutissant à l'établissement d'un document de base assez intéressant quoique non admis par tous. D'ailleurs, n'étant pas dans le milieu lui-même, l'auteur ne s'estime pas bien placé pour jouer au donneur de leçon à qui que ce soit. Néanmoins en tant que citoyen responsable, se taire devant certaines aberrations est tout simplement inacceptable. Il ne s'agit pas non plus de revenir ni sur la Constitution, l'indépendance de la magistrature, le code électoral, le financement des partis politiques, la libération des médias ou encore la reconsidération de la société civile ni sur l'éducation civique de tout un chacun, la prise de conscience personnelle de chacun des politiciens, leur intégrité etc. autant de sujet auxquels des éditoriaux précédents se sont déjà penchés. Ce modeste écrit qui ne peut déjà prétendre à l'exhaustivité des pratiques à changer n'a aucune prétention particulière si ce n'est de rapporter ce qui n'a pas encore été dit ou ce dont personne ne parle que dans le privé mais dont la démystification peut faire la différence, si minime soit-elle, sur la façon de faire de la politique à Madagascar.

Le souhait pour un changement de l'approche et du modus operandi dans la pratique de la politique à Madagascar n'est pas nouveau. Il ne fait aucun doute que la grande majorité des Malgaches y aspirent. La grande question sur laquelle tout le monde bute est celle de savoir COMMENT ? Dans des éditos précédents, une position bien tranchée a été avancée : il est temps de penser à l'assainissement des règles du jeu, c'est-à-dire, de l'environnement politique, juridique, social, économique et institutionnel en général (voir lesquelles dans « Après la crise...la bonne gouvernance ? ») avant de penser aux joueurs. Entendre par joueurs les hommes politiques appelés à diriger le pays (voir « Par où commencer, les hommes ou les règles ? »), c'est-à-dire, à la mise en application de ces règles. Les raisons soutenues à l'époque étaient d'une part, que personne ne peut agir directement sur la personnalité de l'humain pour lui imposer telles valeurs ou telles attitudes surtout pas les hommes politiques généralement imbus de leur personnalité et à l'égo surdimensionné. Par le biais d'un encadrement efficace de ses agissements à l'aide de règles claires et objectives pourtant, son comportement se trouvera indirectement contrôlé. D'autre part, le recours aux « Olom-baovao » (nouvelles têtes) n'a rien donné jusqu'ici sinon le pays ne serait pas là où il se trouve. La moindre des choses pour atteindre un résultat différent ne consiste-t-elle pas à changer de procédés ? (Einstein)

Le sujet revient sur le devant de la scène suite à deux événements récents, en l'occurrence, la conférence de presse de M. Raymond Ranjeva le 13 août 2010 dernier et la publication des dates des prochaines consultations électorales.

Soulagement...

Soulagé, l'auteur l'est après la conférence de presse de M. Raymond Ranjeva le 13 août 2010 dernier. En voilà un autre son de cloche qui converge avec la position rappelée ci-haut. D'après l'illustre professeur et non moins ancien juge à la CIJ, les élections ne doivent pas être la priorité du moment. Il les place après une refonte en profondeur de la République (voir à propos « Après la crise...la bonne gouvernance ? »). Il est clair que pour lui aussi l'assainissement des règles du jeu passe avant celui des joueurs si la projection est celle d'atteindre une stabilité pérenne.

Délai si court pour une loi si « fondamentale »

D'un avis purement technique, le choix pour un référendum constitutionnel en novembre (dans 3 mois), une législative en mars (5 mois après le référendum) et un scrutin présidentiel en mai (3 mois après la législative et à 7 mois du référendum) rend perplexe (3-5-3). Un 5-3-3 aurait été plus adéquat pour un résultat plus satisfaisant à l'intérieur du même laps si vraiment ce délai est à observer vaille que vaille (5 mois pour le référendum, 3 pour la législative et 3 pour la présidentielle).

Le référendum aurait dû bénéficier de plus de temps car par essence, une Constitution est un document renfermant des règles objectives conçues pour plusieurs générations tandis que les députés et le Président seront élus pour un ou deux mandats de quelques années. Le délai plus court fixé pour le référendum par

rapport à celui alloué aux deux autres scrutins reflète une fois encore la place négligée réservée aux règles et l'habituel piédestal attribué à la course aux sièges. Mais voilà, le débat n'a plus lieu d'être car le train est déjà mis en branle.

Et pourtant : l'homme providentiel n'est pas de ce monde

Il est plus que temps de rompre avec cette tendance observable dans quasiment tous les pays sous-développés, celle de chercher un homme providentiel, un sauveur à chaque crise sans se poser moindrement la question sur le fait que tout le problème ne vient pas exclusivement de la personnalité de ceux qui tiennent la manette du pouvoir. Les crises résultent de concours de plusieurs facteurs mettant en cause le système dans son ensemble. L'homme à la rigueur n'est qu'une partie de l'ensemble qui constitue le tout. Changer de Président, de députés etc., c'est-à-dire, de personnes à chaque crise ne résout rien dans un environnement malsain, un système d'ensemble permissif, manipulable et corrompant. Par contre, une bonne redéfinition des règles du jeu conduira à un meilleur résultat : un meilleur choix des gouvernants et un encadrement plus efficace sur eux. Un vœu pieux également au rythme où vont les choses.

Reconnaitre et valoriser les talents locaux

Une efficiente mise en valeur du potentiel humain du pays est primordiale car la première richesse d'un pays demeure ses citoyens. Après l'adoption de règles du jeu claires et objectives, il reste à éviter certaines attitudes contre-productives ancrées chez nos politiciens. Aussi bonnes soient les règles, la réussite dépendra qu'on le veuille ou non d'un bon casting des joueurs (gouvernants), en d'autres termes, de meilleurs choix et d'une mise en valeur optimale des ressources humaines disponibles. Une fois élus, l'attitude de nos politiciens dans le choix de leurs collaborateurs est des plus farfelues. Pourtant, le plus gros des gouvernants est constitué de personnes nommées par ces élus : ministres, secrétaires d'État, SG, DG, les directeurs divers, conseillers etc.

À défaut de mieux concernant les règles (assez prévisible) vu le temps assez court pour la confection de la Constitution, la mère de toutes pourtant, un rattrapage sur un meilleur casting ne se refuserait pas.

La méfiance malade à l'endroit des intellectuels

Les intellectuels en général mais surtout ceux de la diaspora ont toujours suscité la méfiance chez les politiciens. Ces responsables considèrent à tort ou à raison les premiers comme des adversaires politiques potentiels ou du moins des concurrents sur tel ou tel poste. Ils préfèrent faire appel à des étrangers pour les besoins techniques divers de peur que le recours à des nationaux ne profite à ces derniers pour asseoir une certaine notoriété. Las d'être sous-évalués, en ayant marre de prêcher dans le désert, se sentant écartés et inutiles, la plupart de nos intellectuels finissent par choisir de rester à l'étranger ou se taire. Inutile de préciser que le pays perd ainsi tout bêtement de précieuses ressources humaines.

Ambitions, dessous et sous-entendus politiques ?

Dans la même foulée, toutes propositions, projets etc. émanant de ces derniers sont suspectés de renfermer des dessous, des sous-entendus politiques ou une quelconque ambition politique. Pourtant, ce n'est pas toujours le cas. Bon nombre de ces intellectuels de la diaspora ont encore leur famille au pays. Ne serait-ce que pour le bien de ces proches restés au pays (grands-parents, parents, frères et sœurs, neveux, nièces, collatéraux etc.), ils se démènent pour apporter leurs modestes contributions, si minimales soient-elles, à l'amélioration de la situation de l'Île. Par ailleurs, la plupart réussissent déjà assez bien leur vie à l'étranger (les Gasy d'Andafy ne sont pas tous chauffeurs-livreurs à Paris malgré le cliché) à tel point que briguer tel ou tel poste à Madagascar constitue le dernier de leur soucis. Cela ne les empêche loin s'en faut, par pur sentiment patriotique, de participer au développement du pays à leur façon et suivant leur capacité et les moyens disponibles (ex : publications, dons, bénévolats etc.). Ainsi, il ne faut pas verser dans la paranoïa et interpréter autrement des gestes simples d'amour et de patriotisme.

Les projets avant la personnalité

À Madagascar, quelqu'un qui n'a aucun projet de société peut aisément devenir le premier responsable d'un département ministériel hautement stratégique, Premier Ministre, voir Président de la République. Un grand pas vers une pratique plus saine de la politique sera franchi si à l'avenir le choix de ceux à qui seront confiés la manette du pouvoir à tous les niveaux (Président, PM, ministres, SG, DG, directeurs etc.) s'effectue non plus sur la base de la personnalité, du charisme, de la popularité ou du parcours politique de chacun des candidats et postulants éventuels à tel ou tel poste mais plutôt sur la pertinence de leur projet relativement au poste convoité (gare aux Mpamadika palitao ! [1]).

Comment y parvenir ? Il y a au moins trois démarches envisageables dépendant de la nature du poste à prendre en considération et du type de démocratie.

Un individu isolé a normalement le droit de présenter son ou ses projets pour appuyer sa candidature pour certains postes plus ou moins élevés. Le problème demeure que peu de gens y donnerait crédit (surtout pas les politiciens). Dans les grandes démocraties et pour des hautes fonctions, la question se règle lors des préliminaires au sein des partis politiques, c'est-à-dire, lors des investitures internes du ou des candidats à présenter par un parti à une élection déterminée. Les « candidats à la candidature » présentent leur projet devant l'assemblée du parti, laquelle choisira celui dont le projet est jugé le meilleur pour porter l'étendard du parti. Beaucoup se rappellent certainement de la longue et éprouvante course à l'investiture du candidat du parti démocrate à la présidentielle américaine de l'année dernière entre Hilary Clinton et Barack Obama. Enfin, les sessions inaugurales du Parlement peuvent aussi servir de support à un tel exercice dans une démocratie parlementaire ou semi-parlementaire (faire attention néanmoins pour cette dernière à une proposition faite dans un article précédent notamment sur la question de savoir s'il faut exiger la qualité d'élu pour occuper un poste au gouvernement ?).

Si de telles pratiques s'instaurent, il y a une forte chance qu'à l'avenir le pays ne se retrouvera plus avec des partis politiques, des Présidents ou des PM sans projet de société, des ministres qui n'ont aucun projet relativement à leur département et qui marchent à vue et à l'improvisation. Combien de nos PM, de nos ministres depuis l'indépendance peuvent-ils justifier de la possession d'un projet cohérent avant leur arrivée à la tête du gouvernement ou d'un département déterminé ? Ne cherchez pas loin, la réponse est simple : AUCUN !

Les bons parleurs, les démagogues, les lèches-bottes de tout bord, les mpamadika palitao, ceux qui occupent tel ou tel poste juste pour la réussite et le prestige personnel etc. n'auront plus leur place. Le pays tout entier en récoltera le bénéfice car une double censure à priori et à posteriori pourra s'établir : contrôle à priori pour le meilleur projet et regard à posteriori sur son accomplissement ou non. Ce qui contraste avec les réalités de ces dernières décennies dans laquelle tous les responsables peuvent faire ce qu'ils veulent sans qu'aucun contrôle ne puisse être efficace faute de base de référence.

L'écoute : la partie à la fois initiale et principale d'une meilleure communication

Faire appel à la crème des crèmes de la place, concepteurs des plus prometteurs des projets ne sert à rien si personne n'est prêt à un minimum : les écouter. L'un des dénominateurs communs des crises depuis l'indépendance reste la sourde oreille à l'aspiration du peuple ou/et aux suggestions, projets etc. des techniciens et autres conseillers gravitant autour des présidents ou des gouvernements. Tsiranana n'en aurait fait semblé-il qu'à sa tête, désespérant ses amis du Pisodia [2]. D'après ses contemporains, il n'écoutait ni ses conseillers ni le peuple. Certains nostalgiques ne cessent de regretter qu'« à ses débuts, Ratsiraka était un homme bien... il aurait pu bien faire n'eut été l'avarice de son entourage. Adoubé par l'aile dure de ses collaborateurs qui ne pensaient qu'à perpétuer le fihinanana (buffet géant), il se croyait infaillible qu'à la fin il était complètement déconnecté de son peuple et de sa misère ». À l'inverse, Zafy aurait péché par excès de zèle. De l'avis des observateurs, ce dernier voulait tellement écouter le peuple qu'il oubliait tout bonnement ses collaborateurs en se lançant dans un mada-raid sans fin. Pour sa part, Ravalomanana aurait eu la maladie du dernier mot. D'anciens collaborateurs désabusés affirment que même les avis des plus chevronnés sur des matières hautement techniques ne pesaient pas lourd à ses yeux lors d'une discussion.

Meilleurs seraient les hommes politiques qui sauront écouter à la fois leur propre bon sens, les avis de leurs conseillers et l'aspiration de leurs électeurs pour leurs prises de décisions.

Objectivité

Enfin, l'objectivité est de mise chez un grand homme politique, un homme d'État ; le vrai, celui qui pense aux prochaines générations, pas seulement aux prochaines élections [3]. La seule subjectivité admise serait celle qualifiée par l'auteur de « positive » : le patriotisme, le nationalisme au sens noble des termes, c'est-à-dire, ce sentiment d'attachement profond et sincère au pays dont l'essence demeure la poursuite de la réussite, de l'intérêt, du bonheur du grand nombre.

Notes

[1] Ceux qui retournent leur veste au gré du courant afin de se maintenir au pouvoir et ce sans réel projet.

[2] Chat sauvage ou encore chat téméraire, emblème du parti présidentiel de l'époque (le PSD).

[3] James Freeman Clarke : « La différence entre le politicien et l'homme d'État est la suivante : le premier pense à la prochaine élection, le second à la prochaine génération »

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Pratique-de-la-politique-a,14589.html>